

comme le ministre des Chemins de fer et Canaux. Ils nous semble qu'ils implorent la lumière ou l'indulgence et quelque chose pour effacer leur passé pendant qu'ils considèrent cette forte augmentation des droits que décreète ce budget sur les tuyaux de fonte et sur les légumes! Lorsque l'on s'attendait à des augmentations tarifaires les années passées, avec quelle véhémence s'opposaient-ils à cette idée qu'ils ridiculisaient. Ecoutez ce que disait le ministre des Chemins de fer et des Canaux en 1922, alors qu'il se trouvait à la tête d'un groupe de soixante-cinq membres de ce côté-ci de la Chambre:

Il y a ceux qui ont dit que si les Etats-Unis relèvent leur tarif contre notre blé et contre nos animaux, nous devrions relever notre tarif dans un but de représailles. Quelle politique absurde!

Que fait-on aujourd'hui? Cela même, sauf que le mot "représailles" est caché sous un terme plus nouveau, "droits compensateurs." Il ajoute:

Je suis convaincu que le principe de la protection ne convient pas comme politique fiscale de ce pays et ce dernier ne se développera jamais tant que la protection sera à la base de notre politique douanière.

Que fait ce budget? Le ministre des Chemins de fer et des Canaux, donnant l'exemple, a conduit un grand nombre de ses partisans de l'autre côté de la Chambre et nous les voyons là occupant les banquettes ministérielles, heureux et oubliant leurs déclarations passées. Quiconque est au courant de l'histoire et de la coutume parlementaires pourrait-il expliquer comment un honnête homme peut se soumettre à une telle humiliation sans offrir un mot d'explication ou d'excuse? Et cependant le ministre des Chemins de fer et des Canaux, avec ce groupe important qui le suivait en 1922, a prononcé les paroles que je viens de citer. Un premier ministre, versé dans les connaissances de l'histoire constitutionnelle et du droit, peut-il demander un tel abaissement incomparable de son ministre? Un homme qui a été à la tête d'une des plus grandes organisations de ce pays peut-il ignorer à ce point l'opinion publique qu'il puisse perdre ainsi la tête par amour du pouvoir?

M. CANTLEY: Faites-le entrer que nous l'examinions.

M. ROSS (Kingston): Quelle politique absurde, disait le ministre en 1922. Si elle était absurde en 1922, ne l'est-elle pas en 1930? Si elle est absurde d'un côté de la Chambre, ne l'est-elle pas de l'autre?

M. HANSON: Faites-le entrer. Qu'il se décide à faire face à la musique.

M. ROSS (Kingston): Si le ministre des Chemins de fer ignore ce que l'on attend d'un homme public, je lui signalerai les paroles de l'honorable George Brown, ce grand leader du parti libéral, qui s'est exprimé dans le magnifique langage suivant, susceptible de ramener le ministre des Chemins de fer à une conception plus juste de l'opinion publique. L'honorable George Brown a dit:

Si, monsieur le président, un homme public adopte certains principes, prêche ces principes et tente de renverser le gouvernement au pouvoir pour établir ces principes, et lorsqu'il est au pouvoir se moque de ces principes et oublie ses professions de foi, il porte un coup à la moralité publique.

Il y a d'autres déclarations que je désirerais citer. Nous avons les paroles de l'honorable député de Kamouraska (M. Bouchard) que l'on trouve à la page 1302 v.a. du Hansard de 1929:

La protection élevée constitue un danger pour la population rurale et même pour l'unité nationale.

Et cependant ce budget porte les droits à un taux auxquels personne n'avait songé. Je désire appeler aussi l'attention sur ce beau sentiment qu'exprimait l'honorable député de Lisgar:

Si les cultivateurs acceptaient une protection de 3 ou 4c. par livre sur le beurre, ces protectionnistes hurleraient de joie et les cultivateurs ne pourraient plus envoyer au Parlement des représentants pour y exprimer des vues semblables aux miennes.

N'est-ce pas là un langage prophétique? Petit à petit le premier ministre s'est servi de ces députés, et maintenant que leur utilité n'existe plus il ne leur reste qu'à avaler la ciguë, comme Socrate, et à mourir. Où sont-ils maintenant? Ont-ils, comme Achille, tous regagné leurs tentes pour boudier?

L'honorable député de Témiscamingue-Nord (M. Bradette) dit qu'on a reçu un grand nombre de télégrammes de tous les coins du pays, félicitant le Gouvernement et le ministre des Finances de ce budget. Combien en a-t-on reçu de l'Ouest? Je suis certain que les voix de l'Ouest, qui de l'obscurité parviennent aux oreilles du Gouvernement, disent: Ce que vous prétendiez en 1922, 1923, 1924, 1925, 1926, 1927, 1928 et 1929, était-ce tout de la blague? Ou bien est-ce votre budget d'aujourd'hui qui est de la blague? Vous ne pouviez pas avoir raison en 1922 et encore en 1930.

Puis-je vous prier, monsieur l'Orateur, de déclarer qu'il est six heures?

Plusieurs VOIX: Non, non.

M. L'ORATEUR SUPPLEANT: Il n'est que six heures moins le quart.